

WEST AND CENTRAL AFRICA REGION NEWS



Numéro Spécial 01

Atelier régional de Validation des manuels des facilitateurs des Écoles des Maris et Futurs Maris, du 2 au 6 juillet 2018 à Abidjan

Ecoles des Maris et futurs Maris :

Pour l'atteinte de l'équité du genre



Promotion de l'égalité de genre
Shamsi Kazimbaya (Promundo)
**« l'homme doit voir la partenaire
féminine comme son égal »**

« Ce sont les normes sociales qui sont en cause »



Mme Argentina Matavel, Représentante Résidente de l'UNFPA (au centre)
avec M. Aka Guy, conseiller spécial de la ministre de la femme, de la protection de l'enfant et de la solidarité (à gauche)
et M. Kouassi Clément, coordonateur du SWED en Côte d'Ivoire.

Au-delà de l'amélioration des indicateurs de santé grâce à l'implication des hommes à travers les écoles des maris dans les six pays du projet Régional d'autonomisation des femmes et Dividende démographique au Sahel (SWEDD), Comment rendre les relations entre les hommes et les femmes équitables ? Qu'est-ce qui coince ou empêche l'atteinte de cet objectif d'équité ?

Pour Mme Argentina Matavel, Représentante résidente de l'Unfpa en Côte d'Ivoire, « ce sont les normes sociales qui sont en cause ». Elle a martelé cette assertion le lundi 3 juillet dernier à l'hôtel Palm Club à Abidjan, à l'ouverture de l'atelier régional de validation des manuels des facilitateurs des écoles des maris et futurs maris organisé par l'Unfpa

et la Banque Mondiale. En présence de M. Aka Guy, conseiller technique spécial de la Ministre de la femme, de la protection de l'enfant et de la solidarité et de Mme Kaba Fofana Fanta, secrétaire exécutive de l'Observatoire national de l'équité et du genre en Côte d'Ivoire, la première responsable de l'Unfpa en Côte d'Ivoire, estime qu'il ne suffit pas seulement de mettre la jeune fille à l'école même si « c'est très important » mais qu'il faut aller « à la racine » pour déterminer les éléments des normes sociales qui bloquent la promotion de l'égalité de genre. « L'un des piliers serait d'aller vers les hommes eux-mêmes pour les aider à comprendre qu'ils font des choses parce que la société dit que c'est comme cela qu'ils doivent se comporter », a-t-elle proposé. Selon elle, c'est « la

communauté qui nous dit que c'est comme ça qu'on doit se comporter. Nos parents nous disent que c'est comme cela ». « Mais, cela ne veut pas dire que c'est bien », a taclé Mme Matavel.

Que faire dans ces conditions ? « Il faut que nous nous interpellions au fur et à mesure que le monde se développe. Nous devons ajuster nos comportements pour accompagner le développement de notre planète. Donc, aujourd'hui au siècle 21, nous devons nous demander si notre comportement des siècles 15,16, 17, répond toujours à nos besoins ? » De fait l'atelier régional sur la validation des manuels des facilitateurs des écoles des maris et futurs maris vise non seulement à fournir les clés de la transformation aux facilitateurs des écoles des

maris, à anticiper depuis le jeune âge les comportements décriés mais aussi, harmoniser les pratiques et les modules dans les écoles de maris.

De son côté, M. Aka Guy, a estimé que les écoles des maris et futurs maris ont fait leur preuve dans plusieurs pays africains et en Asie, en Amérique latine. Elles y ont introduit « la dimension transformationnelle du genre pour lutter contre les attitudes et les comportements négatifs des hommes par rapport à la santé maternelle, néonatale et infantile et à la santé de la reproduction et de la violence basée sur le genre ». Il a promis qu'en Côte d'Ivoire, où selon lui, plus de 200 écoles des maris ont déjà été installées, seront pérennisées.

L'Initiative "Ecole des Maris" a fait du chemin dans les pays du SWEDD

L'expérience des Ecoles des Maris (EdM) et futurs maris a été mise en œuvre dans plusieurs pays africains et en Amérique latine pour introduire la dimension transformationnelle de genre afin de lutter contre les attitudes et les comportements négatifs des hommes/garçons par rapport à la santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI) et santé de la reproduction (SR) et violence basée sur le genre. Ces espaces visent à former des "maris modèles" qui, à leur tour, sont appelés à sensibiliser leurs pairs, et promouvoir ainsi des comportements sains dans la communauté entière.

Dans les six pays du projet SWEDD, le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la Mauritanie et le Mali, les initiatives des écoles des maris, avec leur forte capacité de mobilisation communautaire se sont avérées efficaces et ont considérablement contribué à faire baisser la violence basée sur le genre et à rehausser les indicateurs de la santé sexuelle et reproductive. Au Niger, cette initiative intéressante a été développée à partir de l'année 2008 par le Fonds des Nations Unies pour la Population (UNFPA) et ses partenaires dans la région de Zinder. Elle est le fruit d'une étude ayant montré que le pouvoir et le comportement des hommes, qui déterminent l'accès ou non des femmes aux centres de santé, sont entre autres obstacles à l'utilisation des services de santé de la reproduction dans cette région. Des progrès ont été réalisés grâce à l'initiative, selon, Ali Sani, directeur des études et de la programmation au ministère nigérien de la promotion de la

femme et la protection de l'enfant et point focal du SWEDD dudit ministère, interrogé à Abidjan à la faveur de l'atelier Régional de Validation des manuels des facilitateurs des Écoles des Maris et Futurs Maris, du 2 au 6 juillet 2018 « Avant le programme, c'étaient très peu de femmes qui fréquentaient les services de santé en matière de Santé de la Reproduction et Planification familial, maintenant on enregistre de milliers de femmes qui les fréquentent », a confié Ali Sani. En 10 années d'implémentation de l'initiative, le Niger a pu créer plus de mille écoles des maris.

L'expérience réussie du Niger a servi à des pays comme le Burkina Faso, le Mali et la Côte d'Ivoire, où les choses évoluent bien. Ces trois pays sont donc allés à l'école du Niger. La confirmation de Zerbo Nikiema Goergette, point focal du sous-projet écoles des maris et des futurs époux au ministère de la santé du Burkina Faso, dont le pays a effectué des voyages d'étude afin de s'inspirer du modèle nigérien. « Nous pouvons dire qu'il y a une évolution parce qu'avant le projet SWEDD, nous au niveau du Burkina Faso, dans la période de 2006-2012, nous avons déjà mis en œuvre un projet similaire, avec l'accompagnement de l'UNFPA-Burkina. Nous sommes allés au Niger pour s'inspirer de leur exemple sur les écoles des maris et des futurs maris et nous sommes venus répliquer chez nous. Cela a concerné une région. En 2018, nous avons fait également une évaluation pour voir ce que ça a apporté en termes de plus-value », a-t-elle indiqué. Ce sont 44 écoles de maris qui ont vu le jour



Une vue du directoire de l'atelier des Écoles des Maris et Futurs Maris, du 2 au 6 juillet 2018 à Abidjan..

et 525 maris modèles qui ont été formés.

Même son de cloche au Mali, où on enregistre des acquis de l'initiative des écoles des maris, à en croire Dr Saran Diakité, de la direction de la santé de la reproduction au Mali.

« Nous sommes arrivés à faire beaucoup de papas modèles qui aident les femmes dans les travaux ménagers et offrir les soins au bébé », a précisé Dr Saran Diakité.

Pour ce qui est de la Côte d'Ivoire, en 2012, le gouvernement, avec l'appui de l'UNFPA, a lancé un programme d'éducation des maris sur la santé des femmes. Après un partage d'expérience avec le Niger lors d'un atelier régional, la stratégie de mise en œuvre a été adaptée au contexte ivoirien. Les résultats sont probants, selon Dr Kacou Raoul, médecin de santé publique au service de Communication et information pour le développement du programme national de la santé de la mère et de l'enfant au ministère de la santé et de l'hygiène publique. A ce jour, 200 Ecoles des maris ont été créées, 1942 maris formés, 198 superviseurs/IDE et 150 coachs.

En Mauritanie, les résultats sont également satisfaisants dans la zone d'expérimentation des Ecoles des maris pour Mariam Bassoul, sage-femme conseillère au bureau-pays UNFPA de la Mauritanie. L'expérience a porté aussi sur l'implication des maris dans la SR. « Il y avait une meilleure utilisation des services de santé de la reproduction. Parce que les maris ont beaucoup travaillé sur la sensibilisation », a-t-elle relevé.

Si les pays précités ont déjà vécu l'expérience des Ecoles des maris, au Tchad, aucune mise en œuvre de l'initiative n'a été faite à ce jour, a révélé Golo Lazard, de la Direction de l'Alphabétisation et de la promotion de la langue nationale au ministère tchadien de l'éducation nationale. « Le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la Mauritanie et le Mali, tous ces pays ont déjà mis en exécution les Ecoles des maris mais nous également nous allons les rattraper. Dès notre retour, je crois que les choses vont commencer », a promis Golo Lazard dont le pays compte rattraper le retard dans les années à venir.

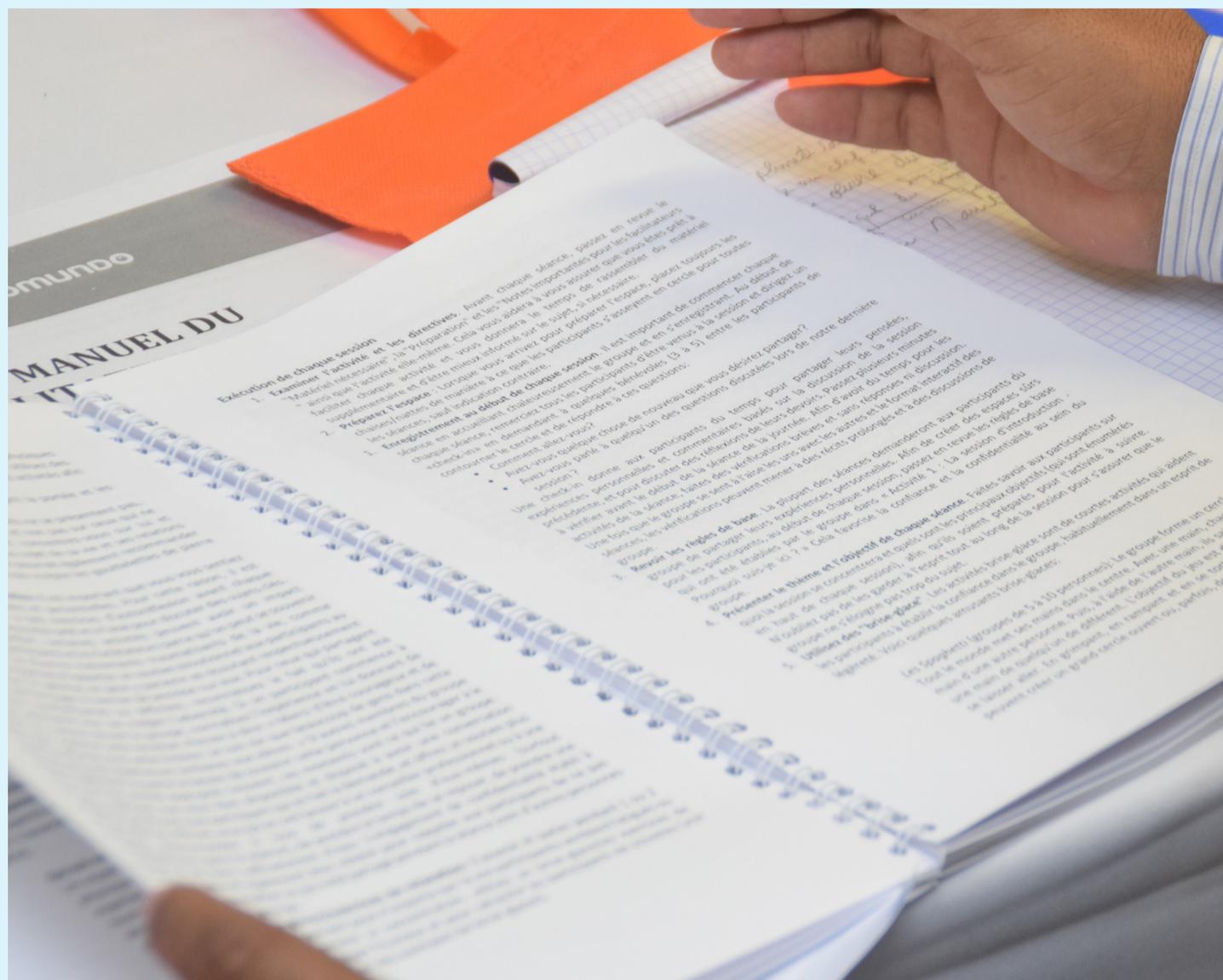
Deux manuels pour guider les facilitateurs

Deux manuels, à savoir le manuel du facilitateur « Ecole des maris » et le manuel du facilitateur « Ecole des futurs maris », ont été passés au peigne fin par une cinquantaine de participants au cours de l'atelier régional de validation desdits manuels, du 2 au 6 juillet 2018 à Abidjan.

Ces deux manuels transformationnels en genre pour les écoles des maris et futurs maris ont été élaborés par Promundo. Cette ONG internationale travaille à promouvoir l'égalité des sexes et à prévenir la violence basée sur le genre en impliquant les hommes et les garçons en partenariat avec les femmes et les filles. Elle a été recrutée par le Secrétariat Technique Régional du Bureau Régional de UNFPA-WCARO, en collaboration avec la Banque mondiale dans le cadre du projet d'Autonomisation des Femmes et Dividende Démographique au Sahel (SWEDD).

Ces manuels sont conçus pour être utilisés par les facilitateurs et les pairs éducateurs qui mettent en œuvre l'éducation des hommes mariés en Afrique de l'Ouest. L'objectif de ces documents est de permettre aux hommes et garçons d'adopter des comportements plus équitables en genre, devenir des agents de changement pour la promotion de la masculinité positive et ainsi contribuer à la création d'un environnement favorable pour l'autonomisation de la femme, a indiqué Shamsi Kazimbaya, chargée de Projets à Promundo. Les cibles directes de ces manuels sont les jeunes hommes célibataires d'une part (futurs maris) et les jeunes Papas et futurs Papas d'autre part (Maris). Ces manuels serviront de guide pour les facilitateurs chargés d'assurer l'animation des écoles des maris et futurs maris et seront à la disposition des six pays de Swedd notamment le Niger, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, le Tchad, la Mauritanie et le Mali.

En termes de contenu, on retient que ces manuels comportent 13 sessions chacun. Ces sessions, basées sur des activités à mettre en œuvre



Un aperçu du manuel du facilitateur « Ecole des maris ».

avec les hommes mariés ou susceptibles de se marier, ont été adaptées au contexte de l'Afrique de l'Ouest. Ces manuels sont organisés en 6 thématiques subdivisées en sessions et chaque session contient de 2 à 5 activités. On y trouvera des conseils sur l'animation de groupes mixtes. Quant aux sujets spécifiques qui y sont abordés, ils incluent, entre autres, la dynamique du genre et du pouvoir, le droit à la santé sexuelle et reproductive, la prévention de la violence basée sur le genre (VBG,

y compris la prévention du mariage précoce).

Pour rappel, l'expérience des écoles des maris (Edm) et futurs maris a été mise en œuvre dans plusieurs pays africains et en Amérique latine pour introduire la dimension transformationnelle de genre pour lutter contre les attitudes et les comportements négatifs des hommes/garçons par rapport à la santé maternelle, néonatale et infantile (SMNI) et santé de la reproduction (SR) et violence basée sur le genre.

Ces espaces visent à former des "maris modèles" qui, à leur tour, sont appelés à sensibiliser leurs pairs, et promouvoir ainsi des comportements sains dans la communauté entière. Les initiatives des écoles des maris avec leur forte capacité de mobilisation communautaire se sont avérées efficaces et ont considérablement contribué à faire baisser la violence basée sur le genre et à rehausser les indicateurs de la santé sexuelle et reproductive dans plusieurs régions du monde.

Reportage

Les travaux de groupes et les points forts retenus à la restitution

La troisième journée de l'atelier de validation des manuels EDM et EDFM a été marquée par une restitution des travaux de groupes du mercredi 4 juillet 2018, où les trois groupes ont travaillé en atelier.



L'un des trois groupes de travail en atelier.

Chaque groupe, composé des participants des six pays du SWEDD a travaillé sur deux thématiques du manuel du facilitateur des écoles des futurs maris. EDFM. Ce manuel, faut-il le rappeler, est un fascicule expérimental de 96 pages englobant six thématiques que Promoundo avait élaboré pour le compte de l'UNFPA, la BM et Le SWEDD et qui devait servir de guide d'orientation de l'animateur ou le coach ou le facilitateur des EDM, selon l'appellation en cours dans les pays du Sahel. Signalons que chaque groupe de travail était composite et, représentait toutes les délégations des pays SWEED.

Les thématiques 1 et 2 (Accueil

et Genre, Pouvoir et Identité) du « *manuel des facilitateurs des écoles des futurs maris* » sont revenus au groupe 1. Quant au groupe 2, il a planché sur les thématiques 3 et 4, à savoir les Droits et Santé Sexuelle et Reproductive et la violence. Pour ce qui est des thématiques 5 et 6, respectivement la division des soins non payés et Activisme elles ont été attribuées au groupe 3. La consigne aux groupes, c'était de revoir leurs deux thématiques, de les comprendre et de donner un avis critique sur leur pertinence, leur efficacité et le degré d'efficience quant à leur mise en œuvre sur le terrain dans les pays respectifs du SWEDD. Lors de la restitution en plénière, le groupe 1 a émis des

suggestions pour l'amélioration du contenu. La thématique 1 (Accueil) avait pour objectif de créer une ambiance de confiance et de sécurité pour permettre aux membres du groupe de se familiariser et de participer aux activités dans un climat de respect mutuel. Et la thématique 2 (Genre, Pouvoir et Identité) visait à améliorer les connaissances sur les différences entre le sexe et le genre et réfléchir sur la manière dont les normes de genre influencent les idées et les attentes des hommes et des femmes en tant que parents. On retient pour ce groupe qu'il est important d'établir les règles de base pour le bon fonctionnement du groupe. Il est bon de discuter et de

débattre du rôle des hommes et des femmes dans la société. Cela nous aide à acquérir une bonne connaissance des stéréotypes sur le genre à deconstruire et à partager les opinions d'une manière respectueuse, sans offenser les autres.

Pour ce qui est du groupe 2 qui a travaillé sur les thématiques 3 (Droits et Santé Sexuelle et Reproductive et 4 et la violence, il a recommandé de renforcer les connaissances des « futurs maris » sur les droits en santé sexuelle et reproductive et de promouvoir des relations saines et respectueuses entre les futurs maris et la communauté.

Le groupe 3 avait comme thématiques : 5-la division des soins non payés et 6- Activisme. Ce groupe a proposé une reformulation les termes des thématiques. Au lieu et place de l'intitulé de la thématique qui était la division des soins non payés, il a été proposé la division des tâches non payées au sein du ménage. Concernant l'intitulé de la thématique 6 Activisme, l'intitulé Engagement pour le changement de comportement a été adopté par l'ensemble des participants.

Comme idée-phare, ce groupe a recommandé d'intégrer une session communication dans le couple et communication parent-enfant dans la thématique 2 (Genre, Pouvoir et Identité) du fascicule. Estimant que cette thématique est transversale pour toutes les thématiques (comment les garçons peuvent communiquer avec leurs parents, et également comment quand ils seront parents plus tard ils devront communiquer avec leurs enfants). Cette recommandation a particulièrement été saluée et adoptée en plénière.

Le Rwanda en exemple



M. Fidèle Rutayisire, président-fondateur de l'Ong « Centre des ressources pour Homme ».

Le Rwanda, pays de l'Afrique de l'Est fait figure de bon élève dans la promotion de relations équilibrées, équitable et juste entre l'homme et la femme. C'est cet exemple que M. Fidèle Rotarisiré, président-fondateur de l'Ong « Centre des ressources pour Homme », est venu promouvoir en sa qualité de consultant pour l'Ong internationale Promundo à Abidjan à l'occasion de l'atelier régional de validation des manuels des facilitateurs des écoles des maris et futurs maris organisé par l'Unfpa et la Banque Mondiale.

Au Rwanda, l'école des maris est appelé le club des pères.

« Nous faisons la prévention des violences faites aux femmes avec un accent sur l'engagement des hommes et la promotion de

la masculinité positive », a-t-il indiqué à la presse. Il s'agit de « groupes de pairs dans la communauté où nous faisons l'éducation des groupes. Dans le club des pères, nous avons fait l'accompagnement des hommes auprès des femmes dans les programmes de la santé notamment les accompagnements de l'homme auprès de la femme dès la conception de l'enfant jusqu'à l'accouchement. L'accompagnement de l'homme auprès de la femme dans les programmes de santé maternelle, santé infantile et santé de la reproduction et aussi dans le programme d'égalité des genres, de la prévention des violences faites aux femmes, avec pour objectif de transformer les attitudes et les

comportements des hommes. »
 Quel a été l'impact de ces programmes ? « L'intervention a eu un impact positif parce que dernièrement après des recherches, nous avons trouvé qu'il y a eu une réduction de la violence faite aux femmes de 40%. En outre, qu'il y a eu une augmentation de la prise des décisions collégiales entre femmes et hommes », a révélé Fidèle. Selon lui, avec ces interventions, « il y a plus de décisions collégiales et aussi d'implication des hommes dans les travaux ménagers. Il y a eu vraiment une augmentation de l'implication des hommes dans les services ménagers que nous appelons les soins non payés. Nous avons aussi constaté des changements du point de vue économique de la femme.

Parce qu'à la fin, le club de père permet de former des groupes économiques où ils font de petites activités génératrices de revenus. » Ce sont 1700 hommes d'après le consultant de Promundo qui ont été sélectionnés dans les clubs des pères. Nous avons en trois ans d'intervention, 1700 hommes dans des clubs de père. De sorte que au vu de « l'impact positif des interventions, le gouvernement rwandais pour la pérennisation a décidé à travers le ministère de la santé et celui de la famille, de continuer le programme ». Fidèle est convaincu que cette expérience peut marcher en Afrique de l'Ouest dans les pays membres du Swedd.

« l'homme doit voir la partenaire féminine comme son égal »

Quel est le rôle de votre organisation dans cet atelier régional ?

Shamsi Kazimbaya : Nous avons été sélectionnés par l'Unfpa dans le cadre du projet Swedd. Il s'agit en fait d'apporter notre expertise par rapport à ce que nous faisons principalement dans le cadre de l'implication des hommes et des garçons dans la masculinité positive et aussi l'autonomisation de la femme. Nous avons été sélectionné par l'Unfpa dans le cas de ce projet là, beaucoup plus pour voir comment apporter notre plus. Parce que déjà, il y avait les écoles des maris qui existaient dans la plupart de ces pays là depuis plusieurs années. Après, on s'était rendu compte qu'il y avait encore un gap. Evidemment, les écoles des maris ont eu beaucoup de succès dans différents pays. Dans le sens où les indicateurs en matière de santé sexuelle, santé de la femme et de l'enfant sont vraiment remonté. Mais, le gap qu'on a vu c'est que du point de vue relations hommes-femmes, du point de vue des normes sociales par rapport à la masculinité et la féminité, il n'y a pas grand chose qui a été fait. Après analyse de l'Unfpa et de Banque Mondiale qui finance ce projet, nous avons vu qu'il fallait vraiment travailler à la source. C'est-à-dire, à la racine. Parce que quand bien même que les indicateurs de santé sont remontés, nous constatons que les relations ne s'améliorent pas au niveau du foyer entre la femme et l'homme. C'est ainsi que Promundo a été contacté avec notre expérience d'à peu près 20 ans dans différents pays et dans différents contextes, pour qu'on apporte maintenant cet aspect d'impliquer les hommes en tant qu'acteur, en tant qu'allié de façon positive.

Quel est votre objectif en



Shamsi Kazimbaya (Promundo).

voulant impliquer l'homme de façon positive ?

S.K. : Merci ! D'abord, soyons conscient que dans le contexte africain et encore plus, dans le contexte de l'Afrique l'Ouest, l'homme reste le chef et le pourvoyeur du point de vue financier. C'est en fait, lui qui décide. Alors, s'il faut prendre des décisions sans impliquer cet homme-là qui est le garant de toutes les décisions, ça veut dire qu'il y a un gap. C'est ainsi qu'avec notre expérience, nous sommes en train de voir comment est-ce qu'on sensibilise les hommes pour qu'ils soient impliqués de façon positive, non seulement dans le cadre de la santé maternelle et infantile, de la santé de la production, mais

Vous voulez dire comme un macho ?

S.K. : Oui, c'est exactement cela. Mais, quelque part en grandissant comme cela. En étant socialiser comme cela, de façon inconsciente, il se comporte d'une manière où il n'aide pas vraiment trop à atteindre les objectifs dont je parlais. C'est ainsi que dans les manuels que nous sommes en train de développer, [nous allons continuer à les enrichir avec les équipes pendant cette semaine (2 au 6 juillet) et nous espérons les valider à la fin de la semaine], nous allons créer ou continuer sur les bases qui existaient déjà, les écoles de maris où maintenant, on questionne sur les normes négatives du genre ou les masculinités négatives. Pour que les hommes ne contribuent pas seulement à rehausser les indicateurs de santé mais, aussi qu'ils changent leur relation du jour au jour dans la maison. Parce que, nous avons vu avec les écoles des maris, que l'homme étant sensibilisé, qu'il a compris les grands problèmes de mortalité infantile et maternelle et donc du coup, il venait prendre la femme par la main en la traînant sans négociation, comme un mouton pour l'emmener à l'hôpital. Sans discussion, sans conversation. Mais là, nous voulons, oui, que l'homme comprenne l'importance d'aller vers les centres de santé et d'avoir les accouchements à l'hôpital et tout. Mais aussi, qu'il comprenne aussi, le rôle de la femme en tant que personne et en tant que partenaire. Et non, la malmener comme un mouton. Il doit la considérer comme son égal qui a aussi des droits. C'est un peu cela, que nous voulons voir.

A côté des écoles des maris, vous voulez aussi créer des écoles pour les futurs maris.

aussi, sur les relations. Parce que tout commence là. Il faut que l'homme voit l'enfant fille et l'enfant garçon de la même façon. Que l'homme voit la femme ou la partenaire féminine comme son égal. C'est cela l'objectif.

Quels sont les modules qui vont être développés ?

S.K. : Nous avons essayé d'adapter les modules qui existaient dans les écoles des maris pour voir comment ajouter ces aspects où, on questionne les normes de genre. Surtout les normes traditionnelles négatives où l'homme a grandi et a été socialisé pour se comporter en tant que le chef comme je disais plus haut.

De quoi s'agit-il ?

S.K : Oui, effectivement, parallèlement aux écoles de maris et à ces modules, nous sommes en train de développer des modules pour des écoles de futurs maris. Il est très important de commencer tôt. Evidemment, nous n'allons pas laisser tomber les écoles des maris, mais, nous

nous disons qu'en investissant dans les plus jeunes, on anticipe déjà. Pour que quand ils grandissent et qu'ils se marient devenant père avec des enfants, nous n'auront plus à gérer ces problèmes que nous sommes en train de voir aujourd'hui. Ainsi donc, nous sommes en train de gérer les problèmes que nous avons avec les maris qui sont

dans les foyers mais nous commençons avec les plus jeunes pour qu'après, quand ils rentreront dans leur foyer, ils puissent déjà avoir ces normes inculquées en eux.

Les plus jeunes à partir de quel âge ?

S.K : Nous allons en discuter. Ça peut varier d'un pays à un

autre. Nous allons nous entendre avec les différents pays. Mais, ce qu'il faut retenir, c'est que nous aurons les deux. Nous avons déjà, les maris avec lesquels, nous allons voir comment gérer les relations avec leur femme. Mais aussi, de l'autre côté, nous préparons, les plus jeunes à devenir des maris modèles.

Interview

Autonomisation de la femme

« Cet atelier, c'est pour harmoniser la technique de formation de toutes ces écoles de maris »

Comment expliquez-vous le comportement de l'homme qui ne s'implique pas dans la santé sexuelle de sa femme?

Argentina Matavel : Des fois on peut accuser l'homme de ne pas laisser la femme aller dans un centre de santé, de ne pas laisser faire la planification familiale. Mais en effet c'est que l'homme agit souvent selon ce que la société lui a dit de faire parce qu'il est l'homme. C'est une question de socialisation.

C'est en cela que l'expérience des écoles des maris est importante ?

A.M. : On s'est rendu compte que le projet, qui est censé autonomiser les femmes, avait oublié d'impliquer les hommes. Or le foyer, c'est le partenariat homme et femme. Donc quand on a vu l'expérience des pays où il y a eu des écoles des maris, on a constaté effectivement que les indicateurs s'amélioraient.

Quel est l'intérêt de cet atelier ?

A. M. : Cet atelier, c'est pour harmoniser la technique de formation



Mme Argentina Matavel, Représentante Résidente de l'UNFPA-Côte d'Ivoire.

de toutes ces écoles de maris. Cela va permettre à mieux aller vers les

hommes et les aider à comprendre leur rôle pour le bien-être familial et

le bien-être de leur épouse qui porte un enfant.

« Nous gagnerons à intégrer le contenu de l'école des maris à l'école »

Vous participer à l'atelier organisé par l'Unfpa sur l'école des maris. Quel est le regard du fonctionnaire du ministère de l'éducation nationale que vous êtes sur cette thématique de l'école des maris ?

Ban Kouassi Yobouet : L'école des maris et l'école des futurs maris a une cible qui concerne les adolescents. Et justement, ces adolescents se retrouvent à l'école pour la plupart. Dans le cadre du projet Swedd tel que développé en Côte d'Ivoire, le ministère de la famille a le lead de la mise en œuvre de l'école des maris et des futurs maris. Malheureusement, ça aurait été très bien, que l'éducation nationale développe la même thématique à l'école parce qu'à l'intérieur, il y a des modules qui sont développés sur la communication au sein du couple, l'assistance d'un partenaire à sa conjointe au niveau prénatal et postnatal. Egalement au niveau du partage des tâches ménagères, la gestion des conflits et comment éviter la violence dans les couples. Tout ceci se trouvent être des modules très intéressants qu'on va inculquer au niveau d'un futur mari à des adolescents qui seront appelés à être mari modèle plus tard. Malheureusement, un grand pan de ces adolescents qui se trouvent à l'école ne pourra pas bénéficier de ces modules-là.

Mais, dans le programme scolaire, il est enseigné l'éducation sexuelle complète aux élèves ?

B.K.Y : Certes à l'école on développe d'éducation sexuelle complète qui à bord un certain nombre de thématiques : les droits à la citoyenneté et autres



Ban Kouassi Yobouet
(Education nationale Rci)

qui peuvent se recouper mais ne sont pas vraiment focus sur le devenir des adolescents en termes de partenaire dans un couple. C'est vraiment dommage ! Il va falloir qu'on puisse rattraper cela pour ceux qui vont être à l'école. Parce qu'on va sortir de l'école. Nous allons avoir un certain nombre de compétences mais on risque de ne pas être des maris modèles.

Quelle est la tranche d'âge que la Côte d'Ivoire a retenu ?

Ban Kouassi Yobouet : En termes d'âge, la Côte d'Ivoire dans le projet de la famille a retenu les 8-24 ans. Quand on dit les 8-24 ans, vous imaginez qu'on ne mettra pas à la fois les 8 ans et les 24 ans ensemble. Ça sera stratifié par portion entre 8 et 12 ans entre 12 et 15 ans et peut-être entre 16 et 24 ans. Pourquoi ces âges ? Parce que quand on veut faire adopter des comportements, il faut commencer le plus tôt possible et ne pas laisser le comportement s'installer déjà avant de vouloir le modifier. C'est la raison pour laquelle on commence les écoles des futurs maris, à un âge qu'on peut penser précoce. Mais, c'est important de le commencer à cet

âge.

En quoi le partage des tâches dans le ménage enseigner à des enfants 8 ans, 10 ans est fondamental dans leur futur rôle d'époux ?

Ban Kouassi Yobouet : Souvent nous considérons à tort que les épouses ne travaillent pas. Parce que les tâches qu'elles exécutent ne sont pas rémunérées. Mais à la vérité, quand vous mettez l'ensemble des tâches qu'elles exécutent du matin au soir dans l'escarcelle. Et que, vous comparez avec les tâches que font les hommes, vous voyez qu'elles travaillent deux ou trois fois plus que les hommes. Mais, quand elles-mêmes quelquefois, on leur pose la question : « que faites-vous ? » Elles répondent « je ne travaille pas ». C'est souvent qu'elles clament haut que « nous sommes fatiguées ». Alors, quand on apprend à un garçon qu'à la maison, il faut pouvoir faire la vaisselle comme tes sœurs et qu'au fur et à mesure, on lui dit que toutes les tâches que les femmes exécutent dans le ménage peuvent être exécutées par les hommes, ça rend de façon équitable, la contribution des hommes et des femmes dans un couple. Cela apporte une

richesse au couple. Ça apporte moins de fatigue à l'épouse et ça fait gagner la famille en temps mais également en argent. Parce que là où l'épouse va sentir qu'elle ne peut pas, et que vous devez utiliser une un bras séculier c'est-à-dire une servante, lorsque l'époux le fait alors le ménage épargne. C'est pour cela qu'il est important que déjà à bas âge, qu'on fasse comprendre aux garçons que rien est dévolue à la femme en tant que tâches ménagères. Qu'autant, elles peuvent le faire autant les garçons peuvent le faire.

Vous avez dit qu'il faut intégrer la thématique de l'école des futurs maris à l'école. Comment quand on sait que le projet va se dérouler dans la communauté ?

Ban Kouassi Yobouet : A l'école, les choses sont plus simples que dans la communauté. Parce que l'école est un cadre formalisé qui dispose de modules, de curricula de formation. Nous gagnerons peut-être simplement à intégrer le contenu de ces formations : communication dans le couple, éviter la violence, partage des tâches ménagères, assister sa partenaire, dans les curricula de formation aussi bien dans les formations initiales comme dans les formations continues. De sorte que, les enseignants eux-mêmes puissent déjà être formés à cela. Et que dans les cours qu'ils vont développer dans leurs différentes classes, qu'ils puissent également enseigner cela. Comme cela, nous aurons franchement moins d'efforts à faire que dans la communauté. Donc, si nous voulons, nous pouvons.

Propos recueillis

« Nous allons partager ce que nous avons appris avec les autres Imams et les fidèles »



Imam Camara Mohamed Lamine, secrétaire général adjoint (Codis).

Il faut dire que cet atelier nous a apporté beaucoup. Il nous a permis de comprendre beaucoup de choses surtout certaines choses que nos femmes subissent dans les foyers. Des choses qu'on aurait

pu éviter. C'est comme si nous venions nouvellement à l'école pour apprendre de nouvelles choses même si nous avons déjà une expérience dans le mariage. Cet atelier nous a apporté encore plus d'expériences. Je pense

qu'avec ces connaissances, nous pourrions beaucoup plus aider les femmes à aller de l'avant. (...) J'ai déjà entendu parler des écoles des maris. Mais, je n'avais jamais assisté à un atelier qui traite de la thématique de l'école des maris. (...) Notre rôle premier dans la vie quotidienne en tant qu'Imam, c'est d'abord la sensibilisation. Et nous le faisons tous les jours. Avec les frères imams, les choses seront beaucoup plus faciles. Dès que nous allons sortir de cet atelier, nous allons les réunir pour leur partager ce que nous avons appris ici. De sorte qu'à leur tour, ils puissent relayer l'information aux autres Imams et aussi aux fidèles. (...) Je veux demander aux musulmans de respecter textuellement la charia (loi musulmane). Parce qu'il y a souvent une mauvaise

compréhension des textes qui amène les gens à maltraiter les femmes. Ce qui veut dire que si nous comprenons très bien les textes, je pense que ça va beaucoup nous aider à aider les femmes qui pourront s'épanouir dans les foyers. Ce que je veux ajouter comme message, c'est de dire aux imams de prendre ce genre d'atelier au sérieux. Car, nous avons l'habitude d'entendre que c'est l'occident qui vient essayer de nous faire changer d'avis. De nous occidentaliser alors que ce n'est pas réel. Nous, nous travaillons avec les textes religieux. Je pense qu'avec ça, nous pourrions aider la communauté à aller de l'avant.

« Les documents validés prennent en compte un aspect nouveau »



Mme Mariam Bassou (Mauritanie)

Je suis la sage-femme venue à cet atelier Abidjan pour conseillère au bureau la validation des documents pays de l'Unfpa de la sur les écoles des maris et des Mauritanie. Je suis futurs maris. Ces cinq jours

nous ont permis de revoir tous les manuels sur lesquels nous avons travaillé avant dans nos pays respectifs. En Mauritanie, nous avons vécu l'expérience de l'école des maris dans une région qui s'appelle Logourgol. Plus particulièrement dans un village qui s'appelle diwol. Il était question de l'implication des maris dans la SR pour accompagner les femmes afin qu'elles utilisent mieux les services de santé. Mais, il n'y avait pas le volet VBG comme ici. Il n'y avait pas le volet activisme. Il y avait juste le volet SR. Les documents validés prennent

en compte un aspect nouveau. Parce qu'il prend en compte l'aspect violence, l'aspect mutilations génitales, l'aspect répartition des tâches dans le ménage. Donc, c'est quelque chose qui va renforcer déjà ce qu'on avait fait avec l'école des maris dans le village diwol. Les résultats obtenus dans ce village étaient satisfaisants parce que, quoi qu'on en dise, il y avait une meilleure utilisation des structures dans cette zone. Les maris ont beaucoup travaillé sur la sensibilisation mais c'était seulement sur l'utilisation des services SR.

« Nous allons rattraper notre retard »

Cet atelier, nous a beaucoup imprégnés. Au Tchad, nous ne l'avons pas encore mis en œuvre mais, avec les expériences présentées des pays qui l'ont déjà mis en œuvre, nous repartons satisfaits. Nous avons bénéficié des expériences des autres pays qui ont déjà mis en œuvre le projet. C'est-à-dire, l'école des maris et des futurs maris. Nous allons nous approprier de l'expérience des trois pays qui ont présenté leur expérience. Ça va nous aider à mettre en œuvre ce projet sans difficulté puis que nous avons l'expérience des autres. C'est ce



Kolo Lazare (direction de l'alphabétisation du Tchad)

que j'appelle l'aspect bénéfique cela, nous avons participé à la pour notre pays. Au-delà de validation de ces documents.

Après, la formation suivra. Nous pensons qu'avec tout ce que nous avons appris, nous n'aurons pas de difficulté pour mettre en œuvre le projet dans notre pays. (...) Nous n'avons jamais expérimenté. C'est maintenant que nous allons la mettre en pratique. Nous allons rattraper notre retard en commençant la mise en œuvre de ce projet dès notre retour. Cela va nécessiter une sensibilisation pour que les gens soient suffisamment imprégnés. Nous avons en fait eu des initiatives similaires. C'est pourquoi, nous pensons que les gens peuvent faire la mise en œuvre sans grande difficulté.

« Quand les femmes ont un revenu amélioré, elles contribuent au développement de la nation »

Cet atelier, nous a beaucoup imprégnés. Au Tchad, nous ne l'avons pas encore mis en œuvre mais, avec les expériences présentées des pays qui l'ont déjà mis en œuvre, nous repartons satisfaits. Nous avons bénéficié des expériences des autres pays qui ont déjà mis en œuvre le projet. C'est-à-dire, l'école des maris et des futurs maris. Nous allons nous approprier de l'expérience des trois pays qui ont présenté leur expérience. Ça va nous aider à mettre en œuvre ce projet sans difficulté puis que nous avons l'expérience des autres. C'est ce que j'appelle l'aspect bénéfique



Mme Zéghoudigé (Niger)

pour notre pays. Au-delà de validation de ces documents. cela, nous avons participé à la

Après, la formation suivra. Nous pensons qu'avec tout ce que nous avons appris, nous n'aurons pas de difficulté pour mettre en œuvre le projet dans notre pays. (...) Nous n'avons jamais expérimenté. C'est maintenant que nous allons la mettre en pratique. Nous allons rattraper notre retard en commençant la mise en œuvre de ce projet dès notre retour. Cela va nécessiter une sensibilisation pour que les gens soient suffisamment imprégnés. Nous avons en fait eu des initiatives similaires. C'est pourquoi, nous pensons que les gens peuvent faire la mise en œuvre sans grande difficulté.

Propos recueillis

« C'est le complément qui manquait à nos interventions »



Cet atelier est vraiment venu à point nommé. C'est un atelier qui va nous permettre de renforcer les autres interventions du projet Swedd sur le terrain à savoir : l'implication des hommes dans le positionnement de la santé de la reproduction des adolescents et des femmes. Mais, delà de cela, ça va permettre de résoudre un certain nombre de problèmes auxquels nous sommes confrontés tous les jours dans nos villages notamment les questions de genre, les questions de violences. C'est le complément qui manquait à vos interventions jusqu'à présent sur le terrain. (...) L'école des maris qu'on avait déjà implémenté chez nous était essentiellement axée sur la santé de la reproduction notamment l'amélioration de la planification des questions de santé. Mais, cette nouvelle façon de voir va permettre d'ajouter d'autres dimensions qui ne se limitent pas seulement à la santé mais qui va reprendre en compte, le bien-être social. Donc, nous pensons que c'est une nouvelle intervention que nous avons très rapidement mettre en œuvre pour voir ce que ça va nous donner comme avantage.

Dr. Boubacar Traoré (Ong Asdap Mali)

« Les manuels sont des documents standards que nous allons adapter au niveau-pays »

« Nous, en tant que structure de mise en œuvre des écoles des maris et des futurs maris, nous sommes venus participer à l'élaboration et à la validation des modules qui seront utilisés par les animateurs sur le terrain. Et en termes d'acquis, ce sont des documents qui viennent renforcer les expériences des pays qui ont déjà expérimenté l'approche. Et donc pour nous ce sont des documents standards que nous allons adapter au niveau-pays pour pouvoir mettre en œuvre une approche très efficace qui peut produire des résultats. Ainsi, au terme du projet nous pouvons avoir les résultats escomptés et atteindre les indicateurs fixés par le projet Swedd. »

Mme Yaméogo Mningo Martine, de l'ONG Cadre de concertation des ONG et associations actives en éducation de base au Burkina Faso (CCEB).



En images



Bulletin d'Informations
 Directeur de Publication : UNFPA
 Rédacteur en chef : Mariama Haïdara
 Rédacteurs : Augustin Tapé,
 Frédéric Coulibaly
 Infographie : Rufin Aboua

